



Lettre ouverte de la FNME-CGT à Edouard SAUVAGE, Directeur Général, Relative aux tentatives d'intimidation des Directions dans le cadre du conflit actuel à GRDF et sur l'ensemble de la Branche des IEG.

PARIS, le 14 décembre 2017

Monsieur le Directeur Général,

Suite aux différentes actions menées dans le cadre du conflit actuel, nos équipes reçoivent des courriers de vos Directeurs d'unités.

Leur objet est manifestement de faire pression et d'intimider...mais aussi de tenter d'opposer les catégories de personnel les unes contre les autres.

Ces procédés pour tenter d'éluder les vrais sujets et, surtout, éviter d'y apporter une réponse sont pitoyables.

Soyons clair : la FNME CGT ne se laissera pas impressionner ni distraire. Les expériences d'un passé récent l'ont démontré.

La responsabilité de la situation en cours ne revient qu'aux employeurs de la Branche et il leur appartient d'apporter les réponses ad hoc aux légitimes exigences du personnel pour y mettre un terme.

Ce n'est certainement pas en déclarant dans vos différents courriers et mail à l'attention des agents je cite : « **plusieurs actes de malveillance, s'en prendre à nos clients et nos infrastructures, c'est détruire la valeur du travail mené par chacun d'entre vous au quotidien. C'est nuire à l'engagement qui est le vôtre et à l'image du professionnalisme gazier. C'est aussi exposer nos techniciens et nos clients à des risques potentiels pour leur sécurité** » que la Direction de GRDF créera les conditions d'un dialogue apaisé.

En agissant de la sorte, jetant de l'huile sur le feu, la Direction de GRDF prend au contraire le risque de crispations supplémentaires. Elle devra l'assumer.

La Direction écrit par ailleurs que les coupures de clients sont des actes illicites et contraires aux règles de sécurité.

Nous lui laisserons la responsabilité de ces affirmations que nous contestons. A tout le moins, nous dénisons à une Direction le droit de décider ce qui relève du licite ou pas.

Des décisions démocratiques et collectives sont prises partout dans le pays lors d'assemblées générales des salariés quant aux modalités d'actions à mettre en place et nous y apportons tout notre soutien.

Nous constatons enfin que nos équipes dans les régions mènent leur activité avec la plus grande maîtrise et un grand sens des responsabilités, malgré des conditions souvent difficiles.

Notre solidarité avec nos élus et mandatés est donc sans faille.

Quant à la sécurité, c'est une question trop grave pour être utilisée par vous pour tenter de décrédibiliser les actions et essayer de faire culpabiliser les salariés.

Au vu des tragédies récentes vécues par les agents et leurs familles, mais aussi d'abonnés victimes de votre politique restrictive en terme d'entretien de réseaux GAZ..., c'est INACCEPTABLE...

Au demeurant, la Direction ferait bien de mesurer ses propos et de ne pas s'aventurer trop avant sur ce terrain au vu de sa politique, ses résultats ou écarts par rapport à la règle dont certains font aujourd'hui l'objet de procédures.



► <http://www.fnme-cgt.fr>

f www.facebook.com/pages/FNME-CGT/255273287505

yt www.youtube.com/user/FNMECGTVIDE00FFICIEL

tw #FNMECGT





Pour notre part, les salariés des IEG sont des professionnels et agissent en tant que tels.

Nous devons enfin rappeler aussi à vos Directeurs d'Unités qu'ils n'exercent pas de lien de subordination envers nos élus et mandatés.

A ce titre, ils seraient bien inspirés d'éviter le ton comminatoire dans leurs courriers. Le respect n'est pas une option unilatérale.

Nous dénonçons également votre tentative d'instrumentaliser le management au service d'une politique d'entreprise inique.

Nous avons souvent évoqué notre rejet d'une minorité d'encadrants pratiquant des modes de management rétrogrades et concevant les relations sociales uniquement sous l'angle coercitif et répressif.

Mais la majorité est solidaire avec ses équipes et partage pleinement les revendications salariales actuelles, tout comme elle mesure déjà les conséquences néfastes des nouvelles orientations de GRDF sous l'injonction du Groupe ENGIE.

La FNME CGT s'oppose donc au mauvais rôle que vous souhaitez lui faire jouer dans le cadre du conflit actuel.

L'encadrement n'est pas garde-chiourme. Ce n'est pas dans son contrat de travail, contrairement à ce que votre propagande essaie de lui faire croire et d'imposer.

La FNME CGT appelle le management à refuser ces pratiques et à rejoindre le mouvement de contestation.

C'est de cette manière que les encadrants de GRDF feront la démonstration de leur sens des responsabilités : en demandant une juste reconnaissance du travail collectif et un juste partage de la valeur ajoutée produite... Et en exigeant le retour à une politique industrielle qui fait sens et respectueuse des valeurs du service public.

La FNME CGT jouera sur cette question son rôle en informant le management de l'entreprise au même titre que l'ensemble des salariés de GRDF sur les dérives actuelles de GRDF qui a décidé d'une rupture avec la politique de redressement de l'entreprise menée depuis des années... Pour revenir à une politique axée uniquement sur des objectifs financiers de court terme avec des économies de tous ordres pour satisfaire aux besoins de cash de l'actionnaire.

Nous pouvons aujourd'hui démontrer que GRDF détourne les moyens octroyés par le tarif puisque l'argent donné ne sert pas aux objectifs négociés avec le régulateur. Or, cet argent ne tombe pas du ciel mais bien de la poche des usagers.

Alors, quand certains Directeurs dans leurs courriers osent parler d'atteinte à l'image de l'entreprise, c'est l'hôpital qui se moque de la Charité.

Pour la FNME CGT, seuls les salariés sont aujourd'hui porteurs de la défense des valeurs de service public et de l'intérêt général : ils le prouvent chaque jour.

Une nouvelle fois depuis ce dimanche, ils se mobilisent à ENEDIS mais aussi à GRDF dans le cadre des tempêtes qui touchent le Pays. Et cela ne semble pas déranger vos Directeurs d'appeler aujourd'hui en renforts ceux qu'ils désignaient hier comme « **irresponsables** ».

Les salariés de GRDF n'ont donc pas de leçon à recevoir d'une Direction d'entreprise qui s'est soumise au Diktat de la finance et nous amène inexorablement dans le mur, il suffit de voir avec quel mépris la CPB de ce jour s'est conclue, sans la moindre avancée significative depuis la semaine dernière puisque la compensation CSG pour l'année 2018 sera comblée à hauteur de 1,60% puis dès 2019 de 1.85% autant dire le strict minimum pour les agents, qui devons aussi faire avec un misérable + 0.2% sur le SNB 2018 ! Le tout agrémenté depuis le 01 juillet 2017 de la fiscalisation des frais de déplacements professionnels. Les agents apprécieront...

Veillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de nos salutations distinguées.

Le DSC CGT GRDF,
Jean-Pierre SARAILLON.